



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des  
populations**

**Arrêté préfectoral du 15 SEP. 2023**  
**portant décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**  
**EARL LE CLOS DU SEIGLE - « L'Hôtel d'en Haut » à Landéhen**

Le préfet des Côtes-d'Armor  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane Rouvé, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de Monsieur David Cochu, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à Monsieur David Cochu, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 février 2002 au nom du GAEC ROSALIE, modifié le 07 octobre 2009 au nom de l'EARL ROSALIE l'autorisant à exploiter au lieu-dit « L'Hôtel d'en Haut », un élevage avicole ;
- Vu** le changement de nom du GAEC ROSALIE en EARL ROSALIE le 04 mai 2005 ;
- Vu** le changement de nom de l'EARL ROSALIE en EARL LE CLOS DU SEIGLE le 27 juillet 2023 ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2023-22-0017, présentée par l'EARL LE CLOS DU SEIGLE, relative au projet concernant le changement du mode de logement des poulettes (passage en volière dans deux bâtiments) et la régularisation des emplacements autorisés, reçue le 27 juillet 2023 et considérée complète le 08 septembre 2023 et les plans joints ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** que la demande consiste en une régularisation des aménagements déjà effectués et une extension de l'élevage avicole avec, après projet, 158 000 emplacements ;

**Considérant** que le pétitionnaire exploite également une installation d'une capacité de 58000 emplacements de poulettes démarrées situées sur la même commune et pour laquelle une demande d'examen au cas par cas est présentée ;

**Considérant** que l'évolution des effectifs n'est pas jugée substantielle au vu notamment du non franchissement d'un seuil et de la non atteinte d'un nouveau seuil d'autorisation depuis la dernière enquête publique ;

**Considérant** que l'ensemble des déjections produites fait l'objet d'un compostage ;

**Considérant** que l'extension est prévue dans les installations existantes à distance non réglementaire des tiers et points d'eau ;

**Considérant** que le projet se situe sur la commune de Landéhen, en bassin versant sensible aux algues vertes ;

**Considérant** que le projet n'est pas situé dans une zone sensible (Natura 2000, ZNIEFF, sites classés, zone humide...);

**Considérant** que le projet n'est pas de nature à présenter des dangers ou inconvénients nouveaux pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, le projet d'extension de l'élevage avicole de l'EARL LE CLOS DU SEIGLE pour un nouvel effectif de 158 000 emplacements au lieu-dit « L'Hôtel d'en Haut » à Landéhen, est dispensé de la production d'une étude d'impact.



## Article 2 :

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

## Article 3 :

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

## Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à M. le préfet des Côtes-d'Armor à la direction départementale de la protection des populations au 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan et formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

## Article 5 : Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture des Côtes-d'Armor et transmis pour conservation au pétitionnaire.

## Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Landéhen et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le **15 SEP. 2023**

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général,



David Cochu

